



www.nice-provence.info

Pays : France

Dynamisme : 0



## Et maintenant, préparons-nous à l'impôt Covid

Ça y est, nous voilà déconfinés (sans guillemets, le petit Larousse vient d'entériner le terme) ! Certes, ce n'est pas tout à fait le retour à la normale : les théâtres, les cinémas, les stades, restent fermés, les hôtels restaurants ne sont que restrictivement accessibles et le masque est devenu obligatoire dans nombre d'espaces accueillant du public. Mais nous pouvons enfin nous éloigner de notre domicile à plus de 100 kilomètres sans autorisation et même nous rendre à l'étranger à condition de ne pas sortir de l'espace Schengen.

Faute d'avoir anticipé la pandémie, par son impréparation, ses attermoissements, sa gestion technocratique inefficace, sa verticalité administrative et ses blocages réglementaires, l'État vaniteux n'a rien vu venir et s'est pris la crise en pleine... figure, dirai-je pour ne pas être grossier. Les politiques ont alors géré les conséquences de leur impéritie à coup de mensonges privilégiant la dramatisation à l'efficacité afin d'installer la peur dans la population et détourner ainsi sa colère. Nous ne reviendrons pas sur les différents épisodes de cette gestion calamiteuse. Le propos, ici, est d'en pointer les conséquences pour le peuple qui va devoir payer les pots cassés.

La France qui se targue d'« *avoir le meilleur système de santé du monde* » s'est montrée totalement incapable de faire face à une épidémie de mauvaise grippe et ses dirigeants, pris au piège de leur incompétence, n'ont plus eu d'autre alternative que le recours au confinement strict, prenant le risque d'un effondrement économique du pays. Le Premier ministre Édouard Philippe, non sans un certain culot d'ailleurs, nous en avait même « mis en garde » le 28 avril dernier lors de la présentation de son plan de déconfinement devant les députés. Malheureusement pour les Français, ce n'est pas sur ceux qui ont créé les problèmes qu'on peut compter pour les résoudre.

L'État déjà surendetté – et insolvable – a joué au chevalier blanc en distribuant à tout va ses largesses.

*Contribuables associés* nous donne les chiffres, ils sont effrayants :

- 24 milliards d'euros pour le chômage partiel (qui indemnise à 80 % les salariés) ;
- 7 milliards d'euros pour soutenir les PME et les indépendants ;
- 3 milliards d'euros pour Air France ;
- 350 milliards d'euros de garantie d'emprunts pour les entreprises.

Dans le même temps, les rentrées fiscales se sont taries.

Toujours selon *Contribuables associés*, 43 milliards d'euros d'impôts et taxes et 31 milliards d'euros de cotisations sociales manquaient déjà dans les caisses de Bercy à la mi-avril. En un seul mois de confinement, la récession économique a atteint 10 % à 12 % et le déficit budgétaire 185 milliards d'euros, la dette publique s'élevait à 2 740 milliards d'euros et le « trou » de la Sécu a atteint la profondeur de 42 milliards d'euros ! Eudes Baufreton, Directeur de *Contribuables associés*, déclare : « *L'avenir s'assombrit pour les Français* ». Et cela n'a rien d'un aphorisme car ces chiffres astronomiques ne sont que la partie émergée de l'iceberg. En effet, le ministre **Gérald Darmanin**, qui prépare le troisième projet de loi de finance rectificatif, prévient : « *Les chiffres sont encore plus impressionnants* ». Il y a donc du souci à se faire.

Les Français doivent s'attendre à un matraquage fiscal tous azimuts. Des économistes comme **Jean-Marc Daniel** le disent sans détour : « *La sortie de crise suppose que "la danse sur le volcan" cesse et que le gouvernement assume un impôt Coronavirus* ». Et sur ce point, on peut faire confiance à nos gouvernants,



www.nice-provence.info

Pays : France

Dynamisme : 0



[Visualiser l'article](#)

ils assumeront ! S'ils ont été incapables de faire face à l'épidémie, ils se montreront particulièrement inventifs pour nous saigner à toutes les entournures. Personne ne sera épargné. Les syndicats réclament déjà le retour à l' ISF et trois économistes de renom, Camille Landais, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, proposent une taxe progressive et temporaire sur les 1 % des plus riches européens. Ce ne serait pas la pire des mesures mais il est davantage à craindre qu' **on s'attaque encore et toujours aux classes moyennes et au retraités** . La propriété privée sera une cible de choix. Impôts fonciers, taxe sur ceci, taxe sur cela, augmentation de la CSG pour les retraités, surtaxation des assurances-vie, etc. Les « bonnes » idées fusent déjà de toute part. Pas de pénurie de ce côté-là !

Pour l'heure, ce sont les planches à billets qui tournent à plein régime. Mais on sait que cette solution de facilité engendre toujours de l'inflation. Et l'inflation est toujours dévastatrice pour le pouvoir d'achat des plus fragiles, des salariés, des retraités, des petits épargnants qui voient leurs économies partir en fumée. Quand viennent s'ajouter les impôts et taxes, la punition est totale. À l'incompétence de ses gouvernants, aux mesures précipitées et liberticides, la France doit maintenant faire face au chômage et au matraquage fiscal. L'année 2020 s'annonce d'ores et déjà comme une *annus horribilis* .

Charles ANDRÉ

« *L'important n'est pas de convaincre mais de donner à réfléchir* . »